

# Éditorial. L'Iran : un acteur majeur au Moyen-Orient

*Béatrice Giblin*

Il est étonnant qu'*Hérodote* ne publie son premier numéro sur l'Iran qu'en 2018 alors que ce pays présente un incontestable intérêt géopolitique, tant interne qu'externe. Jusqu'ici, les questions géopolitiques concernant l'Iran n'ont été abordées qu'au sein de numéros qui n'étaient pas centrés sur l'Iran, comme dans celui consacré à la géopolitique du Golfe et dans un numéro beaucoup plus ancien, « Points chauds ». Bernard Hourcade y publiait une analyse intitulée « Une géographie de la révolution iranienne ».

Sans doute la stabilité du régime islamique y fut-elle pour quelque chose, surtout comparée aux tensions et conflits du Moyen-Orient qui eux ont fait l'objet de plusieurs numéros. Or, depuis les années 2000, l'Iran est non seulement un acteur géopolitique important au Moyen-Orient, mais c'est aussi l'État apparemment le plus stable de la région et qui aspire à devenir une puissance régionale incontestée.

## L'Iran : acteur majeur du Moyen-Orient

Le retrait des troupes américaines d'Irak en 2011 a permis à l'Iran d'être un acteur encore plus important qu'il ne l'était de la dynamique géopolitique moyen-orientale. La décision prise par le président Barack Obama de retirer d'Irak la majeure partie des troupes américaines a laissé le champ libre aux Iraniens pour intervenir en Irak encore plus fortement. Rappelons que les chiites y sont majoritaires et que s'y trouvent les lieux de pèlerinage chiites les plus importants (Kerbala et Nadjaf).

2011 est aussi la date à partir de laquelle le gouvernement iranien a décidé de soutenir sans faille son fidèle allié syrien Bachar al-Assad, et ce dès les débuts

de la contestation du pouvoir en place. En effet, depuis le conflit qui a opposé l'Iran et l'Irak entre 1980 et 1988, le gouvernement syrien est un allié de l'Iran, l'Irak étant vu comme un adversaire menaçant sa propre souveraineté. Le gouvernement iranien, présidé alors par le conservateur Mahmoud Ahmadinejad, s'est d'autant plus engagé auprès de Bachar al-Assad qu'il n'avait aucune sympathie pour les « printemps arabes », ne voyant dans ces groupes de manifestants que des rebelles islamistes, qui plus est sunnites, soutenus et financés par les États du Golfe, chaque État apportant son aide financière à « son » groupe rebelle. Or, si les rebelles islamistes arrivaient au pouvoir en Syrie, les minorités religieuses, chrétiennes comme alaouites, seraient menacées d'extermination ou au mieux forcées à l'exil. Les alaouites seraient sans doute les plus en danger : d'une part, parce qu'ils sont considérés comme des chiites (donc comme des hérétiques), d'autre part, car la famille Assad, au pouvoir depuis quarante-sept ans, est alaouite et qu'elle a mené une politique qui se voulait laïque et donc sans religion d'État<sup>1</sup>. Rappelons que les sunnites n'ont pas pour autant été systématiquement écartés du pouvoir : il y eut de grands ministres sunnites tel le général Tlass, ministre de la Défense pendant trente-quatre ans ! Quant aux opposants syriens laïques réclamant plus de démocratie, ils ne risquaient pas d'avoir l'appui iranien.

L'engagement militaire iranien en Irak comme en Syrie s'explique aussi à partir de 2014 par la crainte de voir les combattants de l'État islamique attaquer le territoire iranien et le chaos moyen-oriental se propager. Les Iraniens estiment ainsi qu'ils mènent le même combat que les Occidentaux : éradiquer les islamistes sunnites.

Cependant, bien avant 2011, l'Iran était déjà présent au Moyen-Orient puisqu'on sait que, dès 1982 à la suite de l'invasion israélienne du Sud-Liban où les chiites sont nombreux, le gouvernement iranien<sup>2</sup> a décidé de les soutenir en créant le Hezbollah. Aujourd'hui, on en connaît la puissance puisqu'il est désormais clairement perçu comme un État dans l'État – il est vrai que l'État libanais n'est pas des plus forts. Ainsi, le Hezbollah n'a pas désarmé sa milice comme les accords de Taëf<sup>3</sup> l'exigeaient afin de ne pas concurrencer ou affaiblir l'armée nationale libanaise. En outre, ce sont les combattants du Hezbollah, formés par des officiers iraniens, qui ont infligé une (semi-)défaite à Tsahal en 2006, ce qui a considérablement accru leur prestige parmi les opinions publiques arabes et

1. Ce qu'elle n'était pas réellement puisque, selon la Constitution, le président ne peut être qu'un musulman.

2. Alors en pleine guerre contre l'Irak, guerre déclenchée par Saddam Hussein pour prendre le contrôle de la zone pétrolière du Chatt al-Arab.

3. En 1989, à l'initiative des États de la Ligue arabe, les accords de Taëf mettent fin à la guerre civile libanaise qui a débuté en 1975.

principalement l'opinion publique palestinienne. Enfin, la puissance du Hezbollah procure aux chiites libanais un sentiment de fierté et de revanche, puisque, depuis la création du Liban, ils ont été méprisés tant par les chrétiens maronites que par les sunnites, même si la Constitution impose que le président du Parlement soit un chiite. Ce sont enfin les soldats du Hezbollah qui ont eu, du moins dans les combats au sol, un rôle décisif dans la victoire des troupes syriennes loyales au pouvoir en place. Sans leur ardeur au combat, il est peu probable que l'armée syrienne aurait pu tenir face à des groupes rebelles, il est vrai divisés, mais nombreux et très bien armés par les États du Golfe et, en ce qui concerne les groupes rebelles démocratiques non islamistes, par des pays occidentaux (France, États-Unis).

À partir de l'année 2011, l'Iran s'impose donc comme un acteur majeur au Moyen-Orient. Depuis longtemps, les Iraniens cherchent à avoir un accès à la Méditerranée afin d'exporter leur pétrole par une autre voie que le seul détroit d'Ormuz qui, en cas de graves tensions géopolitiques entre les États du golfe Arabo-Persique, peut se trouver bloqué, même si ce risque reste faible compte tenu de la présence de la flotte américaine.

### L'axe chiite ?

La présence iranienne en Irak, en Syrie et au Liban, par le biais du Hezbollah, conduit certains experts et journalistes à parler de l'« axe chiite iranien » – Téhéran-Bagdad-Damas-Beyrouth. Il serait plus juste de parler d'« archipel » comme l'explique Bernard Hourcade, car les Iraniens sont loin de pouvoir assurer le contrôle d'un territoire continu entre l'Iran et le littoral méditerranéen.

L'ensemble de la population irakienne, y compris les chiites, n'apprécierait que modérément une mainmise iranienne sur leur territoire. En effet, la guerre civile irakienne, qui a vu s'affronter, dans les années 2000, les milices chiites et les groupes armés sunnites encadrés par les anciens officiers de l'armée irakienne du temps de Saddam Hussein, n'a pas totalement détruit le sentiment national : chiites sûrement, mais aussi irakiens, et il en va de même pour les sunnites. Ainsi, ni les uns ni les autres n'ont vu d'un bon œil le référendum pour l'indépendance du Kurdistan iranien organisé par le leader kurde Massoud Barzani, référendum qui a donné plus de 90 % de « oui » à l'indépendance mais qui n'a pas été reconnu par le gouvernement de Bagdad ni par les États voisins (l'aéroport d'Erbil, aussitôt les résultats connus, a été fermé), ce qui a contraint Massoud Barzani à démissionner de la présidence. Les Irakiens, sunnites ou chiites, refusent de leur côté de perdre une partie du territoire national, et pas seulement parce que s'y trouvent des gisements pétroliers. L'Irak peut bien être perçu comme un État créé par les

Britanniques dont les frontières doivent tout à l'impérialisme, il n'en reste pas moins qu'avec le temps il a pris une réalité certaine.

Quant à la Syrie, il est incontestable que Bachar al-Assad sera pour longtemps l'obligé des Iraniens et aussi celui des Russes venus au secours de l'armée syrienne presque défaite en 2015. Mais il lui faudra aussi, sur le plan intérieur, composer avec la majorité sunnite, ou du moins avec une partie d'entre elle qui n'apprécierait pas d'avoir à subir le contrôle politique des chiïtes iraniens. Il est probable que les forces militaires iraniennes ne quitteront pas totalement le territoire syrien car il leur donne une position stratégique avantageuse pour exercer une menace certaine sur le territoire israélien. Paradoxalement, cette présence pourrait servir les intérêts de Netanyahu, le Premier ministre israélien, afin de susciter chez ses compatriotes un réflexe d'union nationale, et d'apparaître comme le rempart indispensable à la sécurité du pays – et le seul possible. Si toutefois il n'est pas contraint de quitter le pouvoir en raison de ses ennuis judiciaires.

Enfin, au Liban, il est incontestable que l'Iran est un allié de poids du Hezbollah. Toutefois, le parti chiïte est désormais totalement inséré dans la vie politique libanaise (il a des députés, des ministres) et il ne peut donc ignorer le poids politique des maronites et des sunnites<sup>4</sup>. La résilience de ce pays ne cesse d'ailleurs d'étonner, lui qui accueillait encore près d'un million de réfugiés syriens en décembre 2017 alors que le pays compte un peu plus de six millions d'habitants pour une superficie d'un peu plus de 10 000 km<sup>2</sup>.

## Le risque d'un engrenage géopolitique

### *La menace Iran/Israël*

Selon l'analyse de Frédéric Encel (voir son article), Israël et l'Iran seraient des faux ennemis au vu de la prudence avec laquelle ils évitent l'engrenage d'un possible conflit, du moins jusqu'à maintenant. Il est vrai que la supériorité technique de l'armement militaire israélien comparé à celui de l'armée iranienne est incontestable : une partie de son matériel date encore de l'époque du shah (chars, avions) et l'Iran ne dispose pas pour le moment d'usines d'armement performantes. Cependant, il faut distinguer dans les forces militaires les unités d'élite des Gardiens de la révolution, les Pasdaran, qui comptent 125 000 hommes

4. L'issue de la rocambolesque disparition du Premier ministre libanais Rafiq Hariri « réfugié » à Riyad, avec son retour au Liban grâce à l'intervention du président français Emmanuel Macron auprès du roi saoudien, a été saluée par tous les groupes politiques libanais, y compris chiïtes.

[Perez, 2015] et qui sont totalement indépendantes de l'armée régulière, avec leur budget et leurs unités propres (terre, marine, air). Le chef de la force Al-Qods (« Jérusalem » en arabe) Ghassem Soleimani est même considéré comme un héros national [Imbert, 2017]. C'est lui qui a mené les opérations en Irak et dirigé les milices irakiennes qui combattaient l'État islamique et qui épaulent l'armée syrienne depuis le début de la guerre civile.

Mais la donne pourrait changer si les postures et les discours va-t-en-guerre de l'Iran et d'Israël laissent place au conflit à la suite d'un changement dans cet équilibre géopolitique fragile. Ceci est dans le domaine du possible (prévoir le pire est utile en géopolitique) si un troisième acteur entre dans la partie. Or Donald Trump, qui exècre les Iraniens et cherche à détruire tout ce qu'a fait Barack Obama, ne reconduit pas l'accord nucléaire signé en juillet 2015. Il le présente en effet comme la pire chose qui ait été faite pour fragiliser la sécurité des États-Unis. Il reprend ainsi la position des gouvernements américains jusqu'à Barack Obama, qui se sont toujours montrés très hostiles à la République islamiste depuis la prise en otages des cinquante-six membres du corps diplomatique de l'ambassade américaine de Téhéran en novembre 1979 (elle dura 444 jours), l'Iran étant depuis classé comme un État terroriste (voir l'article de John Limbert).

Le président des États-Unis veut contraindre les Iraniens d'accepter de nouvelles exigences pour voir prolonger l'accord international et la levée des sanctions économiques. Entre autres exigences, il y a celles de durcir les règles relatives aux inspections et de limiter le développement de missiles balistiques à longue portée. Il est clair que les Iraniens ne l'acceptent pas, les missiles étant le plus sûr moyen d'assurer la défense de leur territoire car ils gardent en mémoire les nombreux missiles qui se sont abattus sur l'Iran durant la guerre contre l'Irak.

La position intransigeante du président des États-Unis est sans doute aussi liée à la pression du gouvernement israélien qui invoque la menace iranienne pour obtenir le soutien sans faille des États-Unis et la livraison d'armes toujours plus performantes. On sait aussi que, sur le plan intérieur israélien, insister sur les menaces qui pèsent sur la sécurité est le plus sûr moyen d'obtenir des citoyens leur soutien au gouvernement quelles que soient les difficultés économiques, sociales et politiques. Or, si des « affaires » de corruption touchent l'entourage proche de Netanyahou au point de le fragiliser, il continue néanmoins d'apparaître comme le meilleur garant de la sécurité de l'État hébreu.

Dans cet équilibre géopolitique délicat, une provocation mal contrôlée ou un incident déclencheur d'une riposte trop forte peut amorcer un engrenage de coup/contrecoup qu'il ne serait pas forcément évident d'enrayer.

Quelle sera l'attitude des Européens dans ce bras de fer américano-iranien ? Face à Donald Trump, l'Union européenne se présente unie, mais pour combien de temps ? La France et l'Allemagne, qui faisaient partie du groupe des négociateurs

de l'accord nucléaire, disent ne pas vouloir céder aux pressions américaines. Selon Pierre Razoux (voir son article), la France a une carte à jouer en montrant son indépendance tant vis-à-vis de Washington que de Moscou. Toutefois, l'enjeu économique pour les pays européens est d'importance car si les sanctions sont réactivées, les entreprises européennes ne pourront plus investir en Iran ni continuer de faire des affaires aux États-Unis sans risquer de subir de lourdes condamnations de la justice américaine ou des amendes très élevées<sup>5</sup> pour avoir contourné les embargos américains. Être la première puissance économique mondiale vous donne incontestablement quelques arguments.

En revanche, le retour des sanctions serait bénéfique pour la Russie car l'Iran ne manquerait pas de se rapprocher encore un peu plus de cet allié venu la rejoindre dans son soutien à Bachar al-Assad.

### Et le pétrole ?

Autre facteur à prendre en compte dans ce jeu géopolitique compliqué : l'énergie. La situation qui a prévalu à partir des années 1970 à la suite des chocs pétroliers, c'est-à-dire la dépendance des pays occidentaux aux pays producteurs de pétrole, principalement moyen-orientaux, est en plein changement.

Commençons par Israël qui fut longtemps en stress énergétique [Amsellem, 2011] et qui, depuis la découverte de gigantesques gisements de gaz et de pétrole en Méditerranée orientale, est en passe de devenir exportateur et fournisseur de gaz y compris pour des États arabes tels que l'Égypte. Un de ces gisements peut d'ailleurs être la cause de tensions avec le Liban car une partie de ce champ gazier se trouve, selon le gouvernement libanais, dans sa Zone économique exclusive (ZEE), ce que contestent les Israéliens.

Autre changement majeur, l'exploitation des hydrocarbures de schiste aux États-Unis qui, en 2018, en font le second producteur mondial de pétrole derrière la Russie<sup>6</sup>. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime même que les États-Unis pourraient dépasser l'Arabie saoudite en 2018, leader historique en termes de production [Desmas, 2018].

Pour que la production de pétrole de schiste soit rentable, il faut que le cours du baril de pétrole soit supérieur à 60 dollars (il a atteint 80 dollars le 17 mai 2018). La production a d'ailleurs repris à tout-va depuis la remontée des cours à la

5. La BNP a payé une amende de 8,9 milliards de dollars pour avoir contourné les embargos américains avec le Soudan, Cuba et l'Iran.

6. Le pétrole de schiste a représenté en 2017 la moitié de la production de pétrole aux États-Unis.

suite de la réduction de la production de la Russie et de l'Arabie saoudite, qui ont impérativement besoin de maintenir des cours assez élevés. Le pétrole représente la moitié des ressources de la Russie et l'Arabie saoudite doit améliorer l'état de ses finances (le gouvernement royal pense même à instaurer la TVA dans ce pays où les taxes étaient inconnues). Pour maintenir un cours élevé du baril de pétrole, le meilleur moyen est de réduire la quantité d'hydrocarbures sur le marché, par exemple en sortant l'Iran du jeu par le biais des sanctions. Ce serait assurément une très bonne affaire pour l'Arabie saoudite puisque son ennemi serait affaibli, privé du marché des pays occidentaux (il lui resterait néanmoins la Chine et l'Inde) et de leur technologie pétrolière qui manque tant à l'Iran aujourd'hui. Pour l'Arabie saoudite, ces sanctions américaines seraient donc bienvenues puisqu'elles calmeraient, au moins pour un temps, les ambitions iraniennes de devenir la puissance régionale incontestée.

En revanche, cette situation énergétique défavoriserait l'UE qui est en train de reprendre et développer ses relations diplomatiques et économiques avec l'Iran (voir l'article de François Nicoullaud), et dont les membres devraient payer un pétrole plus cher, ce qui ralentirait la croissance économique des États de l'UE. L'alliance avec les États-Unis a incontestablement un coût, à moins que l'UE ne puisse rééquilibrer le rapport de force en se présentant très unie dans les négociations commerciales. La volonté du « couple » franco-allemand d'atteindre cet objectif risque de ne pas suffire. Cependant, la suspension de l'exemption pour l'Europe des taxes imposées par les États-Unis sur les importations d'acier et d'aluminium pour quelques mois est peut-être le signe que le grand marché européen n'est pas à traiter avec légèreté.

Enfin, le retour des sanctions pourrait-il avoir des conséquences sur les relations irano-turques ? La Turquie pourrait décider de continuer à importer du gaz iranien grâce au gazoduc Tabriz-Erzurum. Elle est le principal client de l'Iran puisque ce pays ne peut exporter son gaz que sous forme gazeuse, n'ayant pas les usines pour le liquéfier. Erdogan qui, depuis quelque temps, s'éloigne de ses alliés occidentaux, fait clairement le choix de l'Iran (voir l'article de Nora Seni). Mais l'intervention de l'armée turque dans les territoires syriens aux mains des Kurdes (conquête d'Afrin), et ce avec l'aide de groupes rebelles islamistes syriens, pourrait contrarier ces bonnes relations, l'allié syrien de l'Iran ne pouvant accepter de voir une partie de son territoire contrôlée par la Turquie qui a été plus souvent adversaire qu'alliée.

## Les questions de géopolitiques internes

La suspension de l'accord nucléaire aurait donc des conséquences pour un grand nombre d'États, mais, pour l'Iran, elle aurait des répercussions sur l'équilibre géopolitique interne.

En effet, il est certain que cette suspension entraînerait une réaction nationaliste de l'ensemble de la population iranienne, y compris parmi les opposants au régime islamique. Les Iraniens ne comprennent pas pourquoi l'Occident leur interdit l'accès à l'énergie nucléaire à usage civil et, pour ceux qui défendent leur droit à disposer d'armes nucléaires, le fait qu'Israël dispose de l'arme atomique sans y avoir été autorisé par les instances supranationales justifie leur légitimité à poursuivre leur programme nucléaire. Le retour des sanctions aurait donc, pour le gouvernement de Hassan Rouhani, une conséquence positive : le renforcement du nationalisme. Les critiques qui se font entendre sur le faible résultat économique de la levée des sanctions seraient dès lors étouffées par l'expression d'une forte hostilité envers les États-Unis, hostilité à laquelle les Iraniens sont habitués puisque c'est le leitmotiv constant du régime depuis 1979. À court terme, il y aurait une accalmie sur le front des revendications économiques et sociales. Les manifestations à la toute fin de l'année 2017 et au début du mois de janvier 2018 ont en effet été une alerte pour le gouvernement. Les manifestants étaient le plus souvent des Iraniens de la petite classe moyenne, qui se sont sentis victimes des mesures économiques (réduction des budgets sociaux, annonce de l'augmentation du prix des carburants, etc.) prises par Rouhani pour rétablir une situation financière devenue catastrophique après la gestion du conservateur Ahmadinejad durant deux mandats, et qui attendaient beaucoup de la reprise économique promise avec la levée des sanctions. C'était en quelque sorte le *deal* passé avec la population pour lui faire accepter les concessions faites aux États-Unis pour obtenir la signature de l'accord. Mais cette amélioration économique s'est fait attendre alors que les mesures d'austérité, elles, étaient bien présentes. Si les manifestations se sont si rapidement arrêtées (elles ont duré environ dix jours), c'est qu'elles ont été réprimées sans états d'âme par le gouvernement, et ce bien que Rouhani soit présenté comme un modéré. Il y eut plusieurs dizaines de morts et des milliers d'emprisonnements.

Quant à la partie de la population qui réclame plus de libertés, il ne semble pas que le pouvoir ait la moindre intention d'y répondre. Les quelques jeunes femmes qui ont osé enlever leur foulard dans l'espace public ont été sévèrement rappelées à l'ordre et certaines mises en prison avec la volonté de les y laisser quelques mois tant les cautions demandées pour espérer leur remise en liberté étaient fara-mineuses (90 000 euros). Il s'agit pour le pouvoir de bien faire comprendre que le code vestimentaire islamique est toujours un impératif et de ne pas donner

d'arguments aux plus conservateurs en se montrant aussi rigoristes qu'eux. Il n'y a pas que le code vestimentaire qui serve de rappel à l'ordre, il y a aussi la volonté de contrôler les réseaux sociaux dont les Iraniens sont de grands utilisateurs. Cependant, si le gouvernement est prompt à exercer la censure, les Iraniens sont tout aussi prompts à la contourner comme le montre le succès de la messagerie cryptée Telegram.

Pourtant, la société iranienne, y compris dans son fonctionnement politique, est loin d'être figée (voir les articles de Bernard Hourcade et de Fariba Adelhah). Ce n'est plus l'opposition centre-périphérie qui structure les enjeux géopolitiques, ni l'opposition religieuse entre chiites et sunnites, même si ces derniers sont toujours vus d'un regard suspicieux par les autorités. Désormais, au niveau local, la vie politique se structure comme dans d'autres pays autour d'enjeux et de clientélismes locaux.

Enfin, l'article de Mazyar Ghiabi sur les évolutions de l'usage de la drogue à Téhéran vient encore confirmer que la société iranienne, comme nombre de sociétés dans le monde, n'échappe pas à ce fléau, situation dont le pouvoir politico-religieux est bien obligé de tenir compte, la morale islamique n'ayant visiblement pas suffi à en dissuader tous les citoyens.

### **Bibliographie**

- AMSELLEM D. (2011), *La Guerre de l'énergie*, Vendémiaire, Paris.
- DESMAS M. (2018), « Comment la production de pétrole de schiste a été décuplée en dix ans aux États-Unis », lemonde.fr, 12 février, <[www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/02/12/petrole-de-schiste-comment-la-production-a-ete-decuplee-en-dix-ans-aux-etats-unis\\_5255531\\_4355770.html#bAPKAwY1CBRG9eiD.99](http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/02/12/petrole-de-schiste-comment-la-production-a-ete-decuplee-en-dix-ans-aux-etats-unis_5255531_4355770.html#bAPKAwY1CBRG9eiD.99)>.
- HOURCADE B. (2016), *Géopolitique de l'Iran*, Armand Colin, Paris.
- IMBERT L. (2017), « Ghassem Soleimani, sentinelle de l'Iran », *Le Monde*, 15 mai 2017.
- PEREZ S. (2015), *Iran-Israël : une guerre technologique*, Éditions François Bourin, Paris.